

Unité départementale de l'Oise
283, rue de Clermont
ZA de la Vatine
60000 Beauvais

Beauvais, le 18/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAINT GOBAIN GLASS

CHANTEREINE BATIMENT

BP 30102

60150 Thourotte

Références : IC-R/386/25-CN/SF
Code AIOT : 0005101610

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/09/2025 dans l'établissement SAINT GOBAIN GLASS implanté CHANTEREINE BP 30102 60150 Thourotte. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le four de la ligne "float" a été arrêté en mars 2024 afin d'effectuer une maintenance totale de la ligne de production. Il a été rallumé le 26 mars 2025.

Compte tenu de ce contexte, le présent rapport se concentre principalement sur les résultats d'analyse depuis ce redémarrage.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAINT GOBAIN GLASS
- CHANTEREINE BP 30102 60150 Thourotte
- Code AIOT : 0005101610
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site est composé de trois entités : Saint Gobain Sekurit (SGS), le centre de recherche (SGR) et Saint Gobain Glass (SGG). Cette dernière est l'entité porteuse de l'arrêté préfectoral de l'ensemble du site de Thourotte : l'ensemble des arrêtés préfectoraux sont au nom de Saint Gobain Glass.

La société Saint Gobain Glass produit, sur son site de Thourotte, du verre plat teinté à destination principalement du secteur automobile, mais également du secteur du bâtiment.

Les activités de la société Saint Gobain Glass sont soumises au régime de l'autorisation et sont notamment réglementées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 mars 2016.

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Entretien et surveillance des installations de traitement	AP Complémentaire du 15/03/2016, article 3.1.1.2	Demande d'action corrective	1 mois
3	Entretien et surveillance et paramètres de gestion optimales	AP Complémentaire du 15/03/2016, article 3.1.6.1	Demande d'action corrective	1 mois
4	Emissions diffuses et envols de poussières	AP Complémentaire du 15/03/2016, article 3.1.5	Demande d'action corrective	1 mois
7	Valeurs limites du four de fusion du verre	AP Complémentaire du 15/03/2016, article 3.2.4	Demande d'action corrective	1 mois
9	Valeurs limites pour les chaudières et groupes	AP Complémentaire du 15/03/2016, article 3.2.6	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	électrogènes			
10	Mesures d'ambiance pour les rejets diffus	AP Complémentaire du 15/03/2016, article 3.2.7	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Entretien et indisponibilité des installations de traitement	AP Complémentaire du 15/03/2016, article 3.1.1.1	Sans objet
5	Programme d'autosurveillance	AP Complémentaire du 15/03/2016, article 10.1.1	Sans objet
6	Modalités d'exercice et contenu de l'autosurveillance	AP Complémentaire du 15/03/2016, article 10.2.1	Sans objet
8	Valeurs limites pour la production « Antelio » [...]	AP Complémentaire du 15/03/2016, article 3.2.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le présent rapport rend compte de la visite d'inspection effectuée le 2 septembre 2025 sur le site de la société Saint Gobain Glass, sur la commune de Thourotte.

Une non-conformité majeure a été constatée par l'Inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. Il n'est pas proposé à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant car ce dernier a fourni par mail du 16 septembre 2025 la preuve d'une commande permettant un retour à une situation conforme pour la première semaine du mois d'octobre 2025.

D'autres non-conformités pouvant être soldées rapidement ou portant sur des points documentaires ont été constatées. Il est demandé à l'exploitant de les corriger ou de fournir les

justificatifs appropriés sous un délai de 2 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Entretien et indisponibilité des installations de traitement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/03/2016, article 3.1.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Installations de traitement
Prescription contrôlée : [...] Des procédures spéciales sont définies et mis à disposition de l'inspection des installations classées pour prévoir les conditions d'exploitation spécifiques des systèmes de traitement des effluents gazeux : <ul style="list-style-type: none">- lors des opérations de démarrage et d'arrêt des équipements de traitement et/ou du four ;- lors d'autres opérations spéciales, susceptibles de perturber les bons fonctionnements des systèmes (par exemple lors des travaux d'entretien réguliers ou exceptionnels et des opérations de nettoyage du four et /ou du système de traitement des effluents gazeux, ou en cas de changement radical dans la production) ;- lorsque le débit ou la température des effluents gazeux sont insuffisants et ne permettent pas d'utiliser le système à pleine capacité.
Constats : Les effluents gazeux sont traités par un électrofiltre et un système de dépollution pour les oxydes d'azote (DeNox). Lors de la visite, l'exploitant a présenté les procédures de démarrage et d'arrêt de ses deux systèmes de traitement : <ul style="list-style-type: none">- électrofiltre : procédure d'arrêt n° MO/FU216/EV, version 1 du 13 septembre 2023 et procédure de démarrage n° MO/FU217/EV, version 1 du 13 septembre 2023 ;- DeNox: procédure du 3 novembre 2016. L'exploitant a par ailleurs expliqué qu'il existe un point de régulation automatique, qui permet de suivre la demande de la production, notamment lors des changements de campagne, afin que les paramètres respectent les valeurs réglementaires.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Entretien et surveillance des installations de traitement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/03/2016, article 3.1.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Installations de traitement
Prescription contrôlée : Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou

d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a affirmé effectuer une maintenance complète de ses installations tous les deux ans. Aucune consigne d'exploitation n'a été présentée.

Non-conformité n° 1 (fait modéré) : l'exploitant n'a pas présenté de consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportant explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien.

Lors de la visite, l'exploitant a cependant présenté son plan de surveillance, sous format excel, dans lequel on retrouve notamment :

- les contrôles (réglementaires) à effectuer ;
- la localisation ;
- l'acte réglementaire associé ;
- la fréquence ;
- le responsable du suivi ;
- l'intervenant (laboratoire d'analyse, interne...) ;
- la fréquence de transmission des résultats ;
- la date de dernière vérification ;
- le statut (fait, à faire, planifié).

Initialement, les contrôles de maintenance étaient absents de ce plan de surveillance. L'exploitant a mis à jour ce dernier pendant l'inspection, faisant désormais apparaître les maintenances bisannuelles, notamment de l'électrofiltre.

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations sont mesurés en continu (voir PC n° 3).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective n° 1 : il est demandé à l'exploitant, sous 1 mois, de respecter l'article 3.1.1.2 de l'APC du 15 mars 2016 en rédigeant des consignes d'exploitation de l'ensemble de ses installations, comportant explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Entretien et surveillance et paramètres de gestion optimales

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/03/2016, article 3.1.6.1
Thème(s) : Risques chroniques, Paramètre gestion optimale
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant procède une série d'opérations de surveillance et d'entretien, à mener séparément ou en association en fonction du type de four, afin de limiter les effets du vieillissement du four, notamment pour assurer l'étanchéité du four et des blocs brûleurs, maintenir une isolation maximale, contrôler la stabilisation de la flamme, contrôler le rapport combustible/air, etc. L'exploitant organise ses actions de surveillance et d'entretien dans une consigne comportant à minima les points de contrôle, la fréquence de contrôle et d'entretien, les intervalles de valeurs de fonctionnement optimal si elles existent, etc.</p> <p>L'exploitant procède à une surveillance continue des paramètres critiques du procédé, afin d'assurer la stabilité de ce dernier, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la température de combustion ; - l'alimentation en combustible ; - le débit d'air ; <p>Afin de réduire la pollution atmosphérique, l'exploitant suit régulièrement la teneur en O₂ des gaz de combustion de manière à contrôler le rapport combustible/air et le réduire au maximum. Ces contrôles sont repris dans la consigne prévue précédemment.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté son plan de surveillance dans lequel on retrouve tous les contrôles à effectuer d'après le tableau d'autosurveillance des émissions atmosphériques canalisées ou diffuses (article 10.2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 mars 2016) lors de la marche normale des installations.</p> <p>Par ailleurs, la température de combustion, l'alimentation en combustible et le débit d'air sont mesurés en continu et enregistrés dans le système numérique de contrôle-commande (SNCC) de l'exploitant. Les données sont récupérées à une fréquence plus faible (toutes les 30 secondes) et archivées.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté plusieurs vues du SNCC : débit de gaz, débit d'air et suivi de température.</p> <p>Il a été demandé à l'exploitant de présenter les données relatives à la teneur en (di)oxygène (O₂) sur la journée du 1^{er} septembre 2025. Les valeurs étaient comprises entre 12 et 16 % environ.</p>

<p>Non-conformité n° 2 (fait modéré) : l'exploitant n'a pas présenté de consigne comportant à minima les points de contrôle, la fréquence de contrôle et d'entretien, les intervalles de valeurs de fonctionnement optimal si elles existent, etc.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande d'action corrective n° 2 : il est demandé à l'exploitant, sous 1 mois, de respecter l'article 3.1.6.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 mars 2016, en rédigeant une consigne comportant à minima les points de contrôle, la fréquence de contrôle et d'entretien, les intervalles de valeurs de fonctionnement optimal si elles existent, etc. Les résultats des contrôles des paramètres critiques de son procédé seront repris dans cette consigne.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : Emissions diffuses et envols de poussières

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/03/2016, article 3.1.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Poussières</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients fermés, sacs scellés, silos équipés d'un système de réduction des poussières, bâtiments fermés). Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans des espaces fermés.</p> <p>Les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières.</p> <p>Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).</p> <p>Les phases de manipulation pouvant générer des émissions de poussières (ouverture de sacs, mélange de matières premières, nettoyage et décolmatage des filtres, etc) sont réalisées sous un système d'extraction relié à un système de filtration.</p> <p>Les alimentations du four (enfourneuses) sont conçues pour minimiser les envols de matières. À la reconstruction du four, les enfourneuses seront étudiées pour être étanches et munies de vis étanches.</p>
<p>Constats :</p>

Lors de la visite de terrain, il a été contrôlé :

- le dispositif d'aspiration de la trémie de matières premières ;
- les big bag de résidus à côté du dispositif d'aspiration évoqué ci-dessus ;
- les enfourneuses.

Aucune présence de poussières/poudres n'a été constatée sous et autour du dispositif d'aspiration de la trémie de matières premières.

Les big bag, pleins étaient ouverts. Il a été demandé à l'exploitant de les maintenir fermés.

Non-conformité n° 3 (fait modéré) : les stockages de produits pulvérulents ne sont pas confinés (big bag ouverts).

Aucune présence de poussières/poudres n'a été constatée sous et autour des enfourneuses.

Lors de l'arrêt et de la réfection du four, les enfourneuses n'ont pas été changées. Elles ont été mises de côté puis remises en place.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective n° 3 : il est demandé à l'exploitant, sous 1 mois, de respecter l'article 3.1.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 mars 2016, en confinant ses stockages de produits pulvérulents, c'est-à-dire en fermant les big bag à côté de l'installation d'aspiration de la trémie de matières premières.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Programme d'autosurveillance

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/03/2016, article 10.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Programme d'autosurveillance

Prescription contrôlée :

[...]

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement

L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.
[...]

Constats :

L'exploitant a présenté son plan de surveillance dans lequel on retrouve tous les contrôles à effectuer d'après le tableau d'autosurveillance des émissions atmosphériques canalisées ou diffuses (article 10.2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 mars 2016).

Ce plan de surveillance a évolué temporairement, depuis le redémarrage du four.
L'exploitant a augmenté la fréquence de contrôle des mesures de l'acide chlorhydrique (HCl) et de sélénium (Se) depuis le redémarrage du four, car les premiers résultats étaient non-conformes. Suivre ces paramètres plus finement lui permet de mettre en place les actions correctives nécessaires rapidement.

Par ailleurs, ce plan ne prend pas en compte les mesures de rejets diffus dans l'étenderie (voir le PC n° 10). L'exploitant a mis à jour son plan de surveillance en conséquence.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Modalités d'exercice et contenu de l'autosurveillance

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/03/2016, article 10.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Programme d'autosurveillance

Prescription contrôlée :

Voir l'annexe n° 1

Constats :

L'exploitant a présenté son plan de surveillance dans lequel on retrouve tous les contrôles à effectuer d'après le tableau d'autosurveillance des émissions atmosphériques canalisées ou diffuses (article 10.2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 mars 2016).

Ce dernier n'est pas à jour (voir le PC n° 4).

Par ailleurs, le conduit n° 2 (oxydateur Antelio) n'existe plus. Cette modification a été confirmée par l'exploitant par courrier du 2 octobre 2023.

Par mail du 4 septembre 2025, l'exploitant a transmis les rapports d'essai du contrôle réglementaire des rejets atmosphériques du four float :
- avril 2025 : rapport n° B25/R4675/00247 du 4 juin 2025 ;

<p>- mai 2025 : rapport n° B25/R4675/00248 du 9 juillet 2025 ;</p> <p>- juin 2025 : rapport n° B25/R4675/00249 du 10 juillet 2025 ;</p> <p>- juillet 2025 : rapport n° B25/R4675/00249 du 5 août 2025.</p> <p>Par sondage, il a été contrôlé les paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sélénium (fréquence de contrôle mensuelle) : mesuré en mai, juin, juillet et août ; - As+Co+Ni+Se pour les verres au sélénium (fréquence de contrôle mensuelle) : mesurés en mai, juin, juillet et août ; - ammoniac (fréquence de contrôle trimestrielle) : mesuré en mai, juin, juillet et août. <p>Les fréquences de contrôle pour ces paramètres sont respectées, et même plus fréquentes que celles prévues dans le plan d'autosurveillance de l'exploitant.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Observation : des dépassements de valeurs limites d'émission (VLE) sont identifiées en rouge par le laboratoire d'analyse et identifiées "N", signifiant qu'il n'y a pas d'écart aux normes. L'exploitant, responsable de ses installations, se doit d'être vigilant quant à l'interprétation de ses résultats d'analyses.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Valeurs limites du four de fusion du verre

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/03/2016, article 3.2.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, VLE</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, flux et flux spécifiques, les volumes de gaz étant rapportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ; • à une teneur en O₂ de référence à 8 %. <p>On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.</p> <p>[Voir le tableau page 12 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 mars 2025]</p> <p>(As : arsenic ; B : Bore ; Co : Cobalt ; Cr : Chrome ; Ni : Nickel ; Se : Sélénium ; Cd : Cadmium ; Sb : Antimoine ; Pb : Plomb ; Cu : Cuivre ; Mn : Manganèse ; V : Vanadium ; Sn : Etain)</p>
<p>Constats :</p> <p>Compte tenu de l'arrêt et du redémarrage du four, l'Inspection s'intéresse aux résultats post travaux.</p> <p>Par mail du 4 septembre 2025, l'exploitant a transmis les rapports d'essai du contrôle</p>

réglementaire des rejets atmosphériques du four float du laboratoire CERECO :

- avril 2025 : rapport n° B25/R4675/00247 du 4 juin 2025 ;
- mai 2025 : rapport n° B25/R4675/00248 du 9 juillet 2025 ;
- juin 2025 : rapport n° B25/R4675/00249 du 10 juillet 2025 ;
- juillet 2025 : rapport n° B25/R4675/00249 du 5 août 2025.

Dès la réception des rapports d'analyses du laboratoire CERECO, l'exploitant synthétise les résultats dans un tableau excel. Les résultats d'analyse sont donc suivis et interprétés.

Par sondage, il a été contrôlé :

- les oxydes d'azote NO_x ;
- le cadmium Cd ;
- les oxydes de soufre SO_x .

Différents pics de NO_x ont été relevés par l'exploitant, que ce dernier a expliqué de la manière suivante :

- juin : optimisation du système DeNox après le redémarrage du four ;
- 12 au 14 juillet 2025 : sonde de pression hors service, elle a été remplacée ;
- 23 juillet 2025 : coupure de courant sur un transformateur lors d'un épisode orageux (fuite d'eau de toiture sur le transformateur), et par cascade arrêt de l'électrofiltre et du DeNox;
- 29 juillet 2025 : coupure de courant lors du remplacement du transformateur endommagé le 23 juillet.

Le résultat de l'analyse de NO_x du mois de juillet du laboratoire CERECO est conforme (177,3 mg/m³[NO₂] pour une VLE de 700 mg/m³[NO₂]).

Des dépassements en cadmium ont été relevés, environ une mesure sur deux. L'exploitant est en cours d'investigation quant à la cause de ces dépassements, en relation avec son laboratoire d'analyse.

Les concentrations en SO_x (dont la VLE est de 300 mg/m³) relevées par le laboratoire CERECO depuis le redémarrage du four sont de :

- 793,2 mg/m³ en avril 2025 ;
- 803,8 mg/m³ en mai 2025 ;
- 100,1 mg/m³ en juin 2025 ;
- 423,3 mg/m³ en juillet 2025.

Non conformité (fait modéré) n° 4 : la concentration en SO_x dépasse pour les mois d'avril, mai et juillet la valeur limite d'émission de 300 mg/m³ dans les rejets atmosphériques.

A ce stade, il n'est pas proposé d'arrêté préfectoral de mise en demeure car l'exploitant est en mesure d'expliquer les dépassements en NO_x , et en cours d'investigation pour comprendre les dépassements en cadmium depuis le redémarrage du four.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Demande d'action corrective n° 4 : il est demandé à l'exploitant, sous 1 mois, d'expliquer les raisons du dépassement de la VLE des oxydes de soufre et de respecter l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 mars 2016 en respectant la VLE qui lui est imposée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Valeurs limites pour la production « Antelio » [...]

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/03/2016, article 3.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, VLE
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et flux, les volumes de gaz étant rapportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ; • à la teneur en O₂ mesurée en sortie des effluents <p>On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps.</p> <p>[Voir le tableau page 14 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 mars 2025]</p> <p>(1) Dans le cas de l'utilisation d'une technique d'oxydation pour l'élimination des COV, la valeur limite d'émission en COV exprimée en carbone total est portée à 50 mg/m³ si le rendement d'épuration est supérieur à 98 %.</p> <p>(2) Pour les conduits n°3, les paramètres Formaldéhyde+phénol, Amines, H₂S et CO ne font pas l'objet d'un suivi régulier. Cependant, des mesures devront être réalisées par l'exploitant sur demande de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le conduit n° 2 (oxydateur Antelio) n'existe plus. Cette modification a été confirmée par l'exploitant par courrier du 2 octobre 2023 et le jour de la visite.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Valeurs limites pour les chaudières et groupes électrogènes

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/03/2016, article 3.2.6
Thème(s) : Risques chroniques, VLE
Prescription contrôlée :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et flux, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O₂ de 3 %;

Polluants	Conduit n°4 (chaudière)	Conduit n°6 (groupe électrogène)
	Concentration (mg/Nm ³)	Concentration (mg/Nm ³)
Oxydes d'azote Nox (exprimés en NO₂)	150	-
Oxydes de soufre SOx (exprimés en SO₂)	35	60
Poussières totales	5	-

Constats :

Compte tenu de l'arrêt et du redémarrage du four, l'Inspection s'intéresse aux résultats post travaux.

Les analyses ont eu lieu la semaine de la visite d'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande de justificatif n° 2 : il est demandé à l'exploitant, sous 2 mois, de transmettre les résultats d'analyses des conduits n° 4 et 6 effectuées du 1^{er} au 5 septembre 2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Mesures d'ambiance pour les rejets diffus

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/03/2016, article 3.2.7

Thème(s) : Risques chroniques, VLE

Prescription contrôlée :

Pour les rejets diffus au niveau de l'étenderie, l'exploitant réalise des mesures de concentrations périodiquement et au moins une fois tous les trois ans. Les mesures d'ambiance se font au plus près de la dispersion d'anhydride sulfureux.

Les valeurs limites à respecter en concentration sont les suivantes :

Polluants	Concentrations (mg/Nm ³)
Oxydes de soufreSOx (exprimés en SO ₂)	200
Chlorure d'Hydrogène et autres composés inorganiques gazeux du chlore, y compris les chlorures d'étain et de titane (exprimé en HCl)	10
Fluor et composés inorganiques du fluor (gaz, vésicules et particules) (exprimés en HF)	5
H ₂ S	5

L'exploitant s'assurera que les concentrations dans l'ambiance sont compatibles avec les valeurs de protection des travailleurs.

L'exploitant détermine à partir de ces mesures la contribution des flux d'émissions diffuses par rapport aux autres rejets de son site.

En cas de contribution importante, l'exploitant propose à l'inspection des mesures de réduction des émissions diffuses.

L'ensemble des documents de suivi est tenu à la disposition de l'inspection.

Constats :

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter des résultats d'analyses et a indiqué ne pas effectuer de contrôle des rejets diffus au niveau de l'étenderie (zone de refroidissement du verre).

Non-conformité n° 5 (fait significatif) : l'exploitant ne réalise pas de mesures de concentrations périodiques de ses rejets diffus au niveau de l'étenderie.

L'exploitant a indiqué avoir pris contact avec son prestataire CERECO, afin d'obtenir un devis pour la réalisation d'une prestation de mesure d'ambiance relative aux rejets diffus au niveau de

l'étenderie.

L'exploitant a envoyé par mail du 4 septembre 2025 une copie de son échange avec son laboratoire.

Par mail du 16 septembre 2025, l'exploitant a transmis :

- le devis n° 25P0764 du 15 septembre 2025 du laboratoire CERECO ;
- le bon de commande n° F2A/7500119148 du 15 septembre 2025.

Dans ce même mail, l'exploitant précise que l'intervention commencera le 30 septembre 2025. Compte tenu d'un retour rapide à une situation conforme, il n'est pas proposé d'arrêté préfectoral de mise en demeure.

L'exploitant a, par ailleurs, mis à jour durant l'inspection son plan de surveillance, en y intégrant les contrôles à effectuer au niveau de l'étenderie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective n° 5 : il est demandé à l'exploitant, sous 2 mois, de respecter l'article 3.2.7 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 mars 2016 en faisant réaliser un contrôle de ses rejets diffus au niveau de l'étenderie et en transmettant le rapport associé à l'Inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois